



Accélérer la mise en œuvre des évaluations de l'état de préparation au commerce électronique



APERÇU GÉNÉRAL



NATIONS UNIES
CNUCED

Genève, 2020

© 2020, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Cette publication est disponible en libre accès en se conformant à la licence Creative Commons créée pour les organisations intergouvernementales, disponible sur <http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/igo/>.

Les constatations, interprétations et conclusions exprimées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'Organisation des Nations Unies, de ses fonctionnaires ou des États Membres.

La présente publication n'a pas été traduite officiellement. La publication assistée par ordinateur a été préparée par Keel Chan et la couverture a été conçue par Magali Studer. La présente publication a été éditée par Françoise de Maulde.

UNCTAD/DTL/STICT/2020/9 (Overview)



PRÉFACE

La nature transversale de l'économie numérique, ainsi que le potentiel d'amélioration de la productivité que le commerce électronique peut engendrer, ont été largement reconnus comme leviers incontournables pour atteindre les objectifs de développement durable définis par l'ONU. La crise de la COVID-19 a souligné la nécessité d'accélérer les programmes de transformation numérique dans les pays en développement et dans les PMA, étant donné le rôle joué par le commerce électronique et les solutions numériques dans le renforcement de la résilience des systèmes socio-économiques locaux.

Le Programme d'évaluation de l'état de préparation au commerce électronique (eT Ready) de la CNUCED a été conçu pour identifier les défis de l'expansion du commerce électronique rencontrés par les pays en développement et en particulier les PMA. Il vise à fournir une vue d'ensemble de l'écosystème du commerce électronique existant dans les pays bénéficiaires, et sur cette base, propose des recommandations dans les sept domaines politiques clés définis par le partenariat eTrade for all. Au cours des trois dernières années, 27 évaluations (eT Readies) ont été menées dans les 43 pays qui ont en fait la demande, y compris des non-PMA. La CNUCED a récemment élaboré une stratégie d'évaluation et de suivi du programme eT Ready pour examiner les progrès accomplis dans la mise en œuvre des recommandations contenues dans les évaluations et documenter les bonnes pratiques, l'impact sur les politiques et les enseignements à en tirer. Par ailleurs, ce mécanisme de suivi contribuera à évaluer les objectifs du programme eT Ready, à guider son exécution et les développements ultérieurs du programme. La valeur ajoutée des évaluations ne sera capitalisée qu'avec un engagement réel des pays à mettre en œuvre les recommandations, pour lesquelles un soutien accru de la communauté des partenaires au développement est nécessaire.

Le rapport « Accélérer la mise en œuvre des évaluations de l'état de préparation au commerce électronique », dont voici un aperçu général, constitue le premier effort exhaustif de la CNUCED dans un exercice de suivi des eT Readies¹. Ce travail a pour objectif de contribuer à accélérer la mise en œuvre des évaluations de l'état de préparation au commerce électronique. Le rapport repose en grande partie sur des informations que les pays ont collectées et partagées sur la base du volontariat. Il vise à appréhender les progrès dans les sept domaines politiques instituant les éléments constitutifs du partenariat eTrade for all et donne une évaluation du niveau de leur mise en œuvre dans 13 des 18 pays couverts. Ce rapport n'est pas un exercice purement théorique pour évaluer et comparer les performances des pays. D'une part, il vise à être un outil pratique pour mieux comprendre le niveau d'efforts entrepris dans les pays bénéficiaires d'un eT Ready. D'autre part, il cherche à faire avancer le programme de développement du commerce électronique, conformément à la matrice d'actions des eT Readies, aux priorités politiques des pays, ainsi qu'aux stratégies des partenaires au développement.

Dans ce contexte, je voudrais remercier le gouvernement allemand pour sa contribution à l'élaboration du programme eT Ready et au suivi de sa mise en œuvre. En outre, je remercie les gouvernements suédois et australien, le Cadre intégré renforcé (CIR) et la Société internationale islamique de financement du commerce (SIFC), qui encouragent le développement numérique des pays en développement en soutenant le programme eT Ready de la CNUCED.

¹ La version originale du rapport en anglais est disponible sur le lien suivant : https://unctad.org/system/files/official-document/dtlistict2020d9_en.pdf



Je souhaite également remercier les partenaires de eTrade for all qui ont enrichi le contenu des évaluations. J'espère que ce rapport contribuera à mobiliser les soutiens nécessaires pour faire progresser le programme de développement du commerce électronique dans les pays bénéficiaires. Le programme eT Ready fait partie de l'initiative eTrade for all. Celle-ci offre une plateforme en ligne pour mieux faire connaître les initiatives de renforcement des capacités liées au commerce électronique proposées par les 32 partenaires membres de l'initiative. Connecter les différentes parties prenantes de l'écosystème numérique représente la valeur ajoutée de la CNUCED en vue d'un commerce véritablement inclusif à l'échelle mondiale.

Shamika N. Sirimanne
Directrice, Division de la technologie et de la logistique, CNUCED



INTRODUCTION

Le commerce électronique et l'économie numérique dans son ensemble, sont de plus en plus reconnus comme des leviers permettant de mieux exploiter le potentiel des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans le cadre de l'Agenda 2030 de l'ONU. Ils contribuent à atteindre plusieurs objectifs de développement durable (ODD), dans des domaines tels que l'autonomisation économique des femmes (objectif 5.b), les activités productives, la création d'emplois décents, l'esprit d'entreprise, la créativité et l'innovation (objectif 8.3), l'inclusion financière et l'intégration dans les chaînes de valeur (objectif 9.3), le renforcement des capacités d'exportation (objectif 17.11).²

Au fil des dernières années, les discussions sur le commerce électronique et le développement se sont accélérées dans divers forums, tant à la CNUCED, à l'OMC et au G20 qu'au niveau régional, comme par exemple dans le contexte de l'accord sur le commerce électronique de l'ASEAN et des négociations de la phase III de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Les pays les moins avancés (PMA) et les pays en développement ont manifesté leur volonté d'identifier les principaux obstacles et d'évaluer leur état de préparation pour s'engager efficacement dans des activités de commerce électronique.

Né en 2016 du partenariat eTrade for all, le Programme d'évaluation de l'état de préparation au commerce électronique de la CNUCED (eT Ready) a d'abord été conçu pour fournir une vue d'ensemble de l'écosystème du commerce électronique dans les pays les moins avancés. Il a constamment élargi sa portée et mis à jour sa méthodologie afin de répondre aux besoins croissants et multiples d'un ensemble de pays. À ce jour, 27 pays ont bénéficié d'une évaluation eT Ready. Ces évaluations servent d'outils pour identifier les lacunes principales en matière de préparation au commerce électronique et préconiser des réponses adaptées par le biais de Matrices d'actions.

Plusieurs activités ont été organisées par la CNUCED et ses partenaires pour dresser un bilan des bonnes pratiques et des enseignements tirés, ainsi que des effets sur les politiques, découlant de la conduite et de la mise en œuvre des évaluations eT Ready³. Dans le même temps, les pays bénéficiaires d'eT Readies et les partenaires de la plateforme eTrade for all ont demandé d'accélérer la mise en œuvre des recommandations contenues dans les évaluations, et ont, par conséquent, mobilisé les partenaires au développement afin de soutenir les actions entreprises. La CNUCED a pris l'initiative de mener un exercice de suivi structuré, afin de mesurer les progrès et les initiatives des pays en termes de création d'un écosystème propice au développement du commerce électronique. Le soutien du Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ) a été déterminant pour entreprendre ce premier exercice de suivi.

La méthodologie présentée dans le rapport a été spécifiquement conçue, testée et utilisée pour mener ce premier exercice de suivi dans 18 pays ayant bénéficié d'une évaluation eT Ready à la date de juin 2019: Burkina Faso, Lesotho, Libéria, Madagascar, Ouganda, Sénégal, Togo et Zambie en Afrique; Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Myanmar, Népal, République démocratique populaire lao en Asie; Îles Salomon, Samoa et Vanuatu dans la région des îles du Pacifique. Sur ces 18 pays, Samoa est le seul non-PMA.

Le principal outil analytique à l'appui de ce travail de suivi est un questionnaire spécifiquement conçu pour faire le bilan des actions mises en œuvre par les pays, correspondant aux sept domaines politiques de eTrade for all et aux sous-domaines correspondant à des thématiques détaillées. Ce questionnaire de suivi a été transmis aux 18 points focaux nationaux du programme eT Ready et aux missions permanentes des pays auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, en février 2020. Les partenaires de la plateforme eTrade for all ont également été impliqués dans cet exercice

² Voir https://unctad.org/meetings/en/SessionalDocuments/tdb_ede1d2_en.pdf.

³ Voir <https://etradeforall.org/development-solution/e-t-ready-rapid-e-trade-readiness-surveys-least-developed-countries-getting-started-e-commerce-development/?main-policy=e-commerce-assessments>.



et invités à partager des informations sur leurs travaux, en cours et à venir, dans le cadre des recommandations eT Ready. En outre, la CNUCED a contacté les bureaux des Coordonnateurs Résidents du système des Nations Unies dans les 18 pays pour connaître le niveau d'engagement des équipes de pays et de leurs cadres de coopération au développement dans les domaines du commerce électronique et de l'économie numérique.

La phase opérationnelle de cet exercice de suivi s'est déroulée entre février et juin 2020, en pleine pandémie de la maladie à coronavirus (COVID-19). La crise de la COVID-19 a facilité l'adoption de solutions, d'outils et de services numériques, accélérant ainsi la transition mondiale vers une économie numérique. Toutefois, elle a également révélé le fossé entre les connectés et les non-connectés, révélant à quel point nombre d'entre eux sont en retard pour l'adoption du numérique.⁴ Compte tenu de l'importance croissante des technologies numériques pendant la pandémie, la CNUCED a organisé la Semaine du commerce électronique sous la forme d'une eWeek virtuelle, en collaboration avec ses partenaires eTrade for all, en avril 2020. Dans le contexte de la crise de la COVID-19 et de son impact économique, cette eWeek a analysé les enjeux clés liés au numérique, tels que les données, la question du genre, le commerce et la logistique, la confiance et la protection des consommateurs, la concurrence et l'entrepreneuriat numérique⁵. En outre, la CNUCED a évalué l'impact de la COVID-19 sur les entreprises de commerce électronique et les politiques d'action qui ont été mises en place, afin de mieux mesurer les bénéfices des efforts engagés pour accélérer l'adoption du commerce électronique dans les pays bénéficiaires des eT Readies. Ce travail a été intégré en partie dans l'analyse de suivi des eT Readies et une analyse plus complète de l'impact de la COVID-19 sur le commerce électronique sera présentée séparément.⁶

⁴ Voir <https://unctad.org/en/pages/newsdetails.aspx?OriginalVersionID=2322>.

⁵ Voir <https://etradeforall.org/app/uploads/2020/05/eWeek2020finalsummaryreportFINALVERSION-4.pdf>.

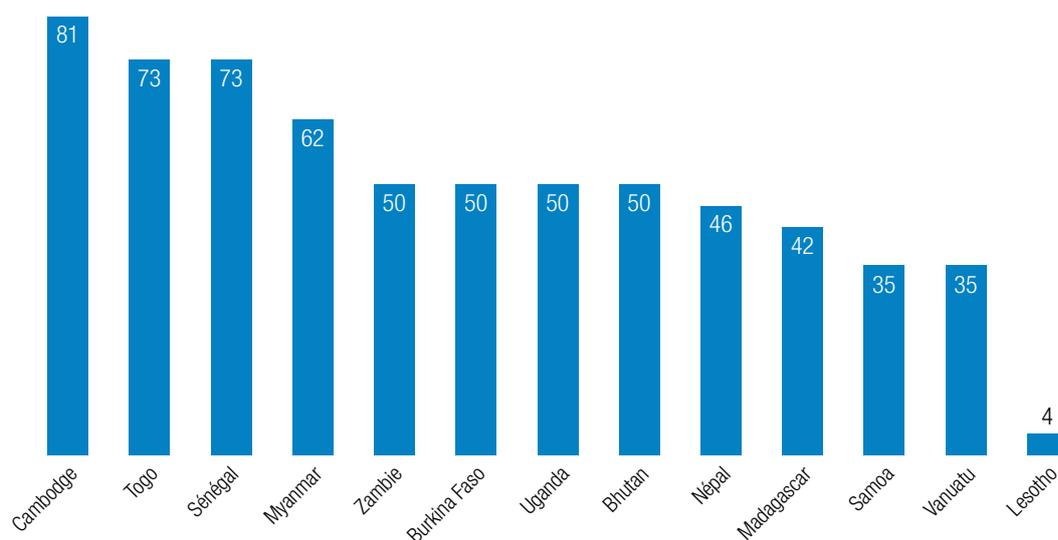
⁶ Les données recueillies lors de consultations avec différentes parties prenantes publiques et privées dans plusieurs pays sont présentées dans ce rapport. Celles-ci ont également fait l'objet d'études de cas publiées en tant qu'articles en ligne par la CNUCED. Une publication spécifique de la CNUCED présentera les résultats d'une enquête structurée menée dans plus de 20 pays.



SYNTHÈSE DES RÉSULTATS, ENSEIGNEMENTS TIRÉS ET RECOMMANDATIONS

Les conclusions de l'exercice de suivi des eT Readies reposent principalement sur les résultats analytiques et les recherches complémentaires menées par la CNUCED sur la base de questionnaires reçus de 13 pays. Cette démarche a permis d'aboutir à une analyse approfondie sous la forme d'une évaluation quantitative des performances. Des informations supplémentaires ont été collectées grâce à des recherches documentaires et à des entretiens, couvrant l'ensemble des 18 pays examinés dans le rapport. Le nombre de mesures prises par les pays et documentées dans ce rapport a conduit à différents taux de mise en œuvre des recommandations eT Ready, comme indiqué dans la figure 1. Le taux global de mise en œuvre dans ces 13 pays est de 50%.

Figure 1 Taux global de mise en œuvre par pays
(Pourcentage)

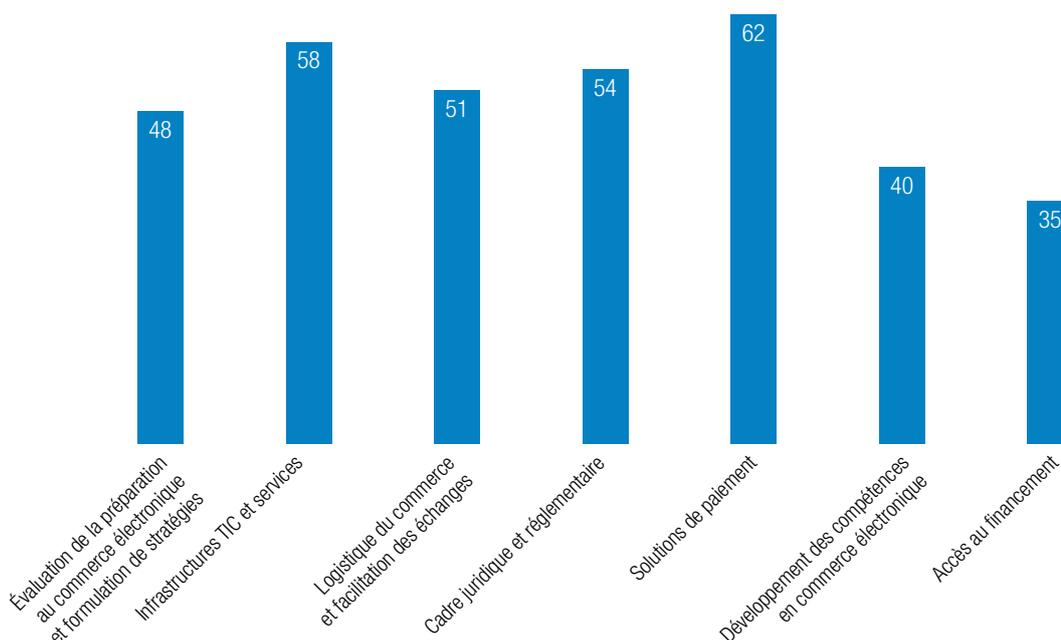


Source: CNUCED. Note: Ce taux correspond au nombre de recommandations mises en œuvre par le pays divisé par 26, c'est-à-dire le nombre de thématiques considérées dans l'exercice de suivi, couvrant les sept domaines politiques du programme eT Ready.



Le taux de mise en œuvre, par domaine de politique d'action, est exprimé en termes relatifs, à savoir le pourcentage du total des actions entreprises par les pays par rapport à l'ensemble des recommandations applicables. La figure 2 met en évidence le domaine des paiements en tant que domaine politique ayant retenu le plus d'attention des pays, suivi de l'infrastructure et des services TIC. Avec le cadre juridique et réglementaire, ainsi que la facilitation du commerce et la logistique, ces domaines présentent un taux de mise en œuvre supérieur à 50%. L'accès au financement reste un obstacle important dans les PMA, en particulier pour les micro, petites et moyennes entreprises (MPME). Dans l'ensemble, les progrès accomplis dans la mise en œuvre des recommandations eT Ready atteignent 48%.

Figure 2 Taux de mise en œuvre par domaine politique, tous pays confondus
(Pourcentage)



Source: CNUCED. Note: Ce taux est calculé en prenant le nombre total de recommandations mises en œuvre par domaine politique dans tous les pays et en divisant chaque valeur par le nombre total de recommandations applicables par domaine politique par tous les pays.

Conclusions principales dans les sept domaines politiques

État de préparation au commerce électronique et formulation de stratégies

Plusieurs pays ont réalisé des avancées importantes dans la formulation de stratégies nationales de commerce électronique. Ainsi, par exemple, les eT Readies ont fourni une base solide au Cambodge, au Népal et au Sénégal pour définir des plans d'action dans le cadre de leur stratégie nationale de développement du commerce électronique, avec le soutien du Cadre intégré renforcé (CIR) pour les PMA. D'autres pays sont en train d'élaborer une stratégie nationale de commerce électronique, comme le Myanmar, avec l'appui de la CNUCED, l'Ouganda et la Zambie. D'autres encore recherchent activement le soutien des partenaires au développement, tels le Togo et Madagascar. Dans le cadre de cet exercice de suivi, le Bhoutan, le Burkina Faso, le Lesotho et Samoa ont indiqué comme priorité le développement d'une stratégie nationale de commerce électronique. En Afrique de l'Ouest, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), ont consolidé, avec l'assistance de la CNUCED, les résultats des évaluations eT Readies menées dans huit pays pour



progresser dans l'élaboration d'une stratégie régionale de commerce électronique. Des initiatives intéressantes, telles qu'un dialogue renforcé entre les différents acteurs et des mécanismes de coordination des politiques ont vu le jour, avec un nouvel élan dans la coopération entre les secteurs public et privé en réponse à la crise de la COVID-19. La contribution de l'administration en ligne à l'avancement de l'agenda numérique des pays joue une importance croissante dans les PMA. Le Bhoutan, le Bangladesh et le Cambodge sont passés du milieu du classement au groupe de tête dans l'indice de développement de l'administration électronique en 2020.⁷ Des lacunes importantes subsistent néanmoins en termes de disponibilité des statistiques sur les transactions opérées dans le domaine du commerce électronique.

Infrastructures et services TIC

Dans les PMA, 19% seulement de la population utilise l'Internet, et ce, à un coût élevé, contre 87% dans les pays développés. La fracture numérique dans l'utilisation de l'Internet est renforcée par d'importantes différences entre zones rurales et zones urbaines et des disparités fondées sur le genre. En effet, 40% seulement de la population bénéficie d'un réseau mobile à haut débit dans les PMA (« LTE » ou plus), et le pourcentage est encore plus faible en Afrique (38%), où la couverture est concentrée dans les principales zones urbaines. L'écart lié au genre continue à se creuser, puisqu'il est passé dans les PMA de 30% à 43% sur la période 2013-2019, comme le montrent les dernières estimations de l'UIT.⁸ Au Burkina Faso, au Libéria, à Madagascar, au Togo et au Népal, le coût des paquets de données Internet 5Go peut représenter 20%, voire plus, du revenu moyen.⁹ La plupart des pays qui ont bénéficié d'un eT Ready ont mis la question de la connectivité au centre de leurs politiques de développement grâce à des investissements accrus dans les infrastructures et à des mesures facilitant un accès plus abordable et plus fiable aux TIC. Un certain nombre de PMA disposent déjà de plans de déploiement des réseaux 5G, comme le Cambodge, Madagascar, le Népal, l'Ouganda, le Sénégal et le Togo. Les PMA demeurent confrontés à de fortes disparités en matière d'accès à l'énergie entre populations urbaines et rurales. En outre, les disparités régionales restent importantes : les PMA africains, avec un taux d'électrification de 33,2%, sont en retard par rapport aux PMA d'Asie-Pacifique, où le taux s'élève à 86,2%.¹⁰

Facilitation du commerce et logistique

Plusieurs initiatives, publiques et privées, ont été prises pour améliorer les services logistiques du commerce électronique et les infrastructures liées à la chaîne d'approvisionnement. Les projets visant à établir ou à étendre des systèmes d'adressage fiables en sont un exemple, et de nombreux pays évalués s'y sont impliqués. Néanmoins, des efforts plus importants sont nécessaires pour soutenir la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE), un catalyseur reconnu du développement du commerce électronique. Sur les 18 pays examinés, seuls le Cambodge, le Libéria, Samoa, le Sénégal, le Togo et Vanuatu se distinguent, avec un taux de mise en œuvre de l'AFE supérieur à 60%. Le Cambodge excelle avec près de 85% de mise en œuvre¹¹ et se dirige vers une simplification du commerce électronique et des échanges transfrontaliers. Selon une évaluation de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP),¹² la concrétisation d'un commerce transfrontalier reposant sur l'échange de données électroniques au lieu de documents papier pourrait aider le pays à économiser plus de 200 millions de dollars par an sur les transactions commerciales.

⁷ Voir <https://www.un.org/development/desa/publications/publication/2020-united-nations-e-government-survey>.

⁸ Voir <https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Documents/facts/FactsFigures2019.pdf>

⁹ Voir https://a4ai.org/extra/mobile_broadband_pricing_gnicm-2019Q2.

¹⁰ Voir <https://www.un.org/ohrls/news/urgent-action-needed-scale-energy-access-world%E2%80%99s-poorest-countries-0>

¹¹ Selon la base de données de l'Accord sur la facilitation des échanges, données prises en compte à la date du 30 juin 2020.

¹² Voir <https://www.unescap.org/resources/readiness-assessments-cross-border-paperless-trade>.



Cadre juridique et réglementaire

Cette étude révèle que la majorité des pays examinés ont entrepris la révision de leur cadre juridique ou engagé de nouvelles initiatives dans les domaines des transactions électroniques, de la protection des consommateurs et des données, de la cybercriminalité ainsi que d'autres champs législatifs. Les eT Readies ont donné un nouvel élan aux réexamens du cadre juridique et souligné l'importance d'une approche globale du développement du commerce électronique, en mettant davantage l'accent sur la promotion du processus d'intégration régionale. Cela a été le cas en Afrique de l'Ouest (CEDEAO / UEMOA), en Afrique de l'Est (EAC) et en Asie-Pacifique, avec des travaux entrepris par l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) et le Forum des îles du Pacifique. Des efforts supplémentaires sont néanmoins nécessaires pour sensibiliser les entreprises et les consommateurs aux dispositions juridiques applicables aux transactions de commerce électronique, afin d'accroître la confiance dans les achats en ligne.

Solutions de paiement

C'est le domaine d'action le plus dynamique, selon le taux de mise en œuvre des eT Readies révélé par cette étude. La digitalisation a changé l'état d'esprit des clients et la culture d'achat de biens et services proposés via les canaux numériques. Cette tendance est alimentée par les investissements des secteurs public et privé dans des solutions de paiement électronique pour encourager une économie sans numéraire. La pandémie de la COVID-19 a accéléré ce processus, en particulier en Afrique. Le trait le plus constant en matière d'innovations de paiement dans les pays analysés est celle des paiements basés sur les codes QR. Des exemples concrets ont été signalés au Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Népal, Ouganda, Sénégal, Togo et Zambie, et sont récemment apparus en République démocratique populaire lao. La digitalisation favorise également des changements dans les objectifs stratégiques des Postes, en les obligeant à augmenter leur offre pour répondre aux besoins des clients. Malgré un développement positif et une croissance à trois chiffres de l'argent mobile en Afrique au cours des dernières années, une plus grande attention sera nécessaire pour promouvoir l'inclusion financière et la coopération internationale en la matière, ainsi que l'interopérabilité des différentes plateformes de paiement électronique.

Développement des compétences numériques

Au cours des dernières années, pour faire suite aux recommandations des eT Readies, plusieurs initiatives ont été prises afin de combler les lacunes en matière de compétence numérique. Cela a été notamment rendu possible par le dynamisme du secteur privé dans le domaine de l'entrepreneuriat numérique. Un nombre croissant de pays intègre aujourd'hui des programmes en TIC dans leurs écoles et leurs formations. Ainsi, les programmes d'incubateurs, les concours et les prix se multiplient pour aider les entrepreneurs à développer leurs compétences en matière de commerce électronique et d'économie numérique. Le Sénégal fait figure de pionnier sur le continent africain pour ses efforts visant à créer un écosystème d'innovation et d'entrepreneuriat numérique solide : c'est le premier pays d'Afrique subsaharienne à avoir adopté une loi sur les start-up (Startup Act). Par ailleurs, grâce au programme eTrade for Women, issu du partenariat eTrade for all, les femmes entrepreneuses du numérique peuvent bénéficier, dans les pays en développement et dans les PMA, des outils et des compétences nécessaires pour prospérer dans l'économie numérique et s'engager dans des politiques d'actions publiques. Toutefois, combler le manque de capacité du secteur public à soutenir les initiatives de développement des compétences dans le domaine du commerce électronique nécessite encore une attention particulière.

Accès au financement

Il s'agit du domaine d'action affichant le plus faible taux de mise en œuvre des eT Ready. Tous les pays analysés ont identifié le manque de financement et d'accès au financement comme des défis majeurs. Les initiatives menées par le secteur privé afin de soutenir l'accès au financement pour les entreprises du numérique restent limitées, en particulier au niveau du système bancaire. Les incubateurs de start-up, qui combinent soutien financier et programmes de formation, gagnent de plus en plus en popularité. Bien que l'écart entre les sexes ne se limite pas à l'accès



au financement en appui des innovations entrepreneuriales, les entreprises numériques dirigées par des femmes sont très désavantagées. Des recherches récentes ont montré que les start-up dirigées par des femmes reçoivent beaucoup moins de financement que celles entièrement gérées par des hommes.

Défis et lacunes

Dans l'ensemble, l'exercice de suivi a confirmé que les priorités énoncées dans les recommandations issues de la Matrice d'actions des eT Readies restent pertinentes pour les pays. Cependant, la crise de la COVID-19 a accentué la nécessité d'accélérer la transformation numérique dans les pays en développement et les PMA, compte tenu du rôle joué par le commerce électronique et les solutions numériques pour favoriser la résilience des systèmes socio-économiques locaux. Les expériences nationales du Cambodge,¹³ du Myanmar,¹⁴ de l'Ouganda¹⁵ et du Sénégal¹⁶ ont mis en évidence l'importance considérable d'une plus grande coopération public-privé, d'une connectivité abordable à l'Internet, d'une utilisation accrue des solutions de paiement numérique et des incitations à l'innovation numérique. Celles-ci se révèlent comme des bonnes pratiques dans la réponse et la relance des pays face à la crise de la COVID-19.

Dix pays ont mis en évidence des projets prioritaires pour lesquels un soutien est nécessaire, couvrant les sept domaines d'action. Tous les pays, sauf un, ont déclaré que les pénuries de financement constituaient un goulot d'étranglement majeur dans la mise en œuvre des recommandations des eT Readies. Seule exception notable, le Cambodge, qui a été en mesure d'attirer un volume satisfaisant d'assistance technique pour la mise en œuvre de ses actions prioritaires. Cela se reflète aussi positivement dans le taux global de mise en œuvre de l'eT Ready illustré par la Figure 1.

Les observations formulées par les pays ont souligné le potentiel inexploité du partenariat eTrade for all. Les expériences suggèrent en effet que les partenariats entre les pays bénéficiaires, le secteur privé et les partenaires au développement peuvent aider à mener des réformes et des investissements, plus importants encore en temps de crise. Alors que les pays ont validé les recommandations et les actions prioritaires issues de leurs évaluations, tous appellent à mobiliser les ressources nécessaires pour transformer ces recommandations en projets aptes à bénéficier d'un financement, au travers d'un dialogue et d'une assistance accrue de la part des partenaires au développement.

Enseignements tirés

La participation des pays à ce premier exercice de suivi de la mise en œuvre des eT Readies a été très encourageante, tant en termes de quantité que de qualité des réponses reçues. Plus de 70% des pays ciblés ont fourni une réponse, ce qui montre qu'il existe parmi les pays un leadership politique et une volonté de s'engager dans le processus eT Ready. Cependant, différents facteurs ont entraîné soit une absence de réponse, soit une réponse qualitativement faible au questionnaire soumis à la CNUCED.

La faiblesse des capacités institutionnelles et celle des mécanismes de coordination des politiques d'action rendent difficile un suivi adéquat des eT Readies au niveau national. Elles se traduisent par une rotation élevée du personnel, une difficulté à retenir les compétences, un faible niveau de priorité accordé au commerce électronique, des attributions institutionnelles peu claires du processus eT Ready et une coordination interministérielle insuffisante. Dans certains cas, il a été possible de surmonter ces défis en prolongeant la date limite de soumission des réponses des pays au questionnaire de suivi, en tenant dûment compte de l'impact de la pandémie de la COVID-19 sur les capacités opérationnelles des secteurs public et privé. Dans d'autres cas, une recherche

¹³ Voir <https://unctad.org/en/pages/newsdetails.aspx?OriginalVersionID=2401>.

¹⁴ Voir <https://unctad.org/news/myanmar-shows-great-e-commerce-promise-covid-19-response>

¹⁵ Voir <https://unctad.org/en/pages/newsdetails.aspx?OriginalVersionID=2442>.

¹⁶ Voir <https://unctad.org/en/pages/newsdetails.aspx?OriginalVersionID=2342>.



complémentaire de la CNUCED a été nécessaire pour clarifier certaines informations fournies. Les actions de suivi des missions permanentes à Genève ont également été utiles. Le décalage entre la publication de l'évaluation eT Ready d'un pays et cet exercice de suivi a contribué à expliquer les niveaux de réponses et les différents taux de mise en œuvre des recommandations. Ainsi, par exemple, l'eT Ready du Cambodge a été conduit en 2017, alors que celui du Lesotho a été réalisé en 2019. Dans l'ensemble, l'absence de structures de suivi des eT Readies au niveau national a empêché une participation plus efficace à ce travail de suivi dans certains pays.

L'engagement des partenaires eTrade for all dans ce processus peut également être amélioré. Dans quelques cas, des contributions ont été fournies afin d'évaluer l'assistance technique en cours et à venir au niveau des pays, dans leurs domaines d'intervention respectifs. Une approche globale concertée améliorerait la transparence et maximiserait les synergies dans le soutien fourni aux pays. Celle-ci passe par une meilleure exploitation du potentiel du partenariat eTrade for all, permettant de donner une impulsion à la mise en œuvre des eT Readies. Des retours d'expérience positifs ont été reçus par les équipes de pays des Nations Unies, qui cherchent de plus en plus à promouvoir l'agenda numérique dans leurs cadres nationaux d'aide au développement. Le rôle de premier plan joué par le bureau du Coordonnateur Résident des Nations Unies au Laos en est un bon exemple. Il a permis d'entamer un processus d'intégration des appuis au développement du commerce électronique dans les stratégies des différentes agences du système des Nations Unies sur place. Une telle expérience a été encore accentuée dans le cadre de la réponse à la crise de la COVID-19.

Recommandations

Le rapport confirme l'engagement des pays bénéficiaires d'un eT Ready à traduire en action les recommandations des évaluations. Toutefois, la communauté des partenaires au développement peut faire davantage en termes de soutien. Le partenariat eTrade for all est dans une position privilégiée pour soutenir les efforts des pays en développement et des PMA. Au fil de plusieurs rencontres, les partenaires eTrade for all ont reconnu le rôle clé joué par la CNUCED pour réunir les parties prenantes, en s'appuyant sur le travail accompli dans les pays bénéficiaires d'eT Readies. Un consensus s'est fait jour parmi les acteurs engagés dans le cadre du partenariat eTrade for all sur l'importance des évaluations eT Readies. Leur contribution à l'émergence de processus inclusifs au niveau national, visant à favoriser un environnement propice au développement du commerce électronique et de l'économie numérique, n'est plus à démontrer. Les travaux de la CNUCED pour évaluer l'impact de la COVID-19 ont souligné la pertinence des solutions numériques et du commerce électronique. Par ailleurs, ils ont montré à quel point la fracture numérique au niveau mondial ralentissait les efforts visant à atteindre les cibles des ODD. Des efforts importants de collaboration au niveau international et des partenariats plus inclusifs pourraient donc grandement contribuer au renforcement des écosystèmes de l'économie numérique dans les pays en développement et les PMA.

À cette fin, ce rapport propose des recommandations pratiques pour soutenir ces efforts et favoriser la mise en place d'un environnement facilitant la gestion et le suivi. Cela s'avère une condition essentielle à l'accélération de la mise en œuvre des recommandations des eT Readies, avec un engagement accru des partenaires au développement.

Les pays bénéficiaires d'un eT Ready gagneraient ainsi à :

1. Intégrer ses recommandations dans leurs mécanismes de mise en œuvre des stratégies nationales de développement et des plans sectoriels ;
2. Mettre en place un comité de pilotage dirigé par un Point focal identifié, qui aurait pour mission d'améliorer la coordination des politiques d'action, d'assurer un leadership stratégique et de suivre la mise en œuvre de l'eT Ready ;
3. Identifier des points focaux dans les institutions clés des secteurs public et privé pour qu'ils participent au comité de pilotage ;



4. Traduire la Matrice d'actions eT Ready en plan d'action détaillé et demander le soutien des partenaires au développement, si nécessaire;
5. Utiliser la Matrice d'actions eT Ready comme base pour mobiliser le soutien et catalyser les engagements des partenaires au développement.

Les partenaires au développement devraient envisager :

1. Une utilisation stratégique de l'eT Ready comme outil d'évaluation et de planification des besoins d'aide au développement;
2. Une planification de l'assistance technique et financière spécifique au pays, en fonction des priorités nationales et sur une base analytique solide, telle que fournie par l'eT Ready;
3. Un engagement avec d'autres partenaires, sous l'égide du partenariat eTrade for all, pour coordonner leurs actions et mettre en place une approche harmonisée avec les gouvernements;
4. Une intégration du commerce électronique et de l'économie numérique dans le dialogue politique et dans les cadres d'aide au développement dans les pays bénéficiaires, en s'appuyant sur le rôle accru des Coordonnateurs Résidents des Nations Unies;
5. Un soutien aux gouvernements dans la définition des coûts des actions, en particulier par le renforcement des capacités des principales agences gouvernementales, ainsi que par des services d'appui et de conseil pour articuler des projets finançables à travers des processus inclusifs.

En résumé, la mise en œuvre des recommandations des eT Readies évolue à une vitesse variable. Pour éviter d'élargir davantage la fracture numérique existante, une réponse coordonnée entre les gouvernements des pays en développement et des PMA et les partenaires au développement, demeure fondamentale. Cette réponse aiderait à relever les défis persistants du développement, encore aggravés par les conséquences de la crise de la COVID-19. Les recommandations formulées dans ce rapport serviront de point d'ancrage à la CNUCED, dans le but d'approfondir son engagement auprès des pays bénéficiaires d'eT Readies et des partenaires au développement. En se fondant sur les principes d'appropriation nationale, de responsabilité et de transparence, la CNUCED jouera un rôle déterminant pour accompagner les pays dans leur transformation numérique, notamment en les aidant à suivre leurs avancées, en partageant les bonnes pratiques, en facilitant le dialogue et en mobilisant les soutiens pour accélérer la mise en œuvre des eT Readies sous l'égide du partenariat eTrade for all.

